

BDS Culturel: lettre a Juan Carlos Caceres

Juan Carlos Caceres
c/o Vivement Ce Soir
Lot. Codani
Route de la mer
20260 Lumio

Paris, le 27 décembre 2010

Cher Juan Carlos Caceres,

Nous vous écrivons à la veille de votre participation prévue au Red Sea Winter Jazz Festival, dans l'espoir que vous annuliez votre voyage.

Vous ne savez peut-être pas que ce festival est parrainé par le gouvernement israélien, qui parraine en outre la dépossession des Palestiniens de leurs maisons, ainsi que de nombreuses lois discriminatoires à l'égard des « non-juifs », dans un système antidémocratique que l'on peut qualifier d'apartheid. De telles initiatives culturelles étatiques cherchent à masquer, derrière une propagande de « plaque tournante culturelle dynamique », une politique brutale et, pour la résumer en un seul mot, coloniale.

En réaction à des décennies d'oppression, couplées avec l'échec de toutes formes d'intervention internationale et de tentatives de paix, le peuple palestinien appelle les artistes de conscience au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions (BDS), jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et aux principes universels des droits humains. Ce mouvement s'inspire de la lutte menée par les Sud-Africains contre l'apartheid. Une multitude d'artistes, récemment Elvis Costello, Gil Scott-Heron ou Carlos Santana, a répondu à l'appel au boycott et a annulé des spectacles prévus en

Israël.

Vous avez étudié la culture des peuples autochtones et des peuples opprimés en Argentine, indiens et noirs. Vous avez voulu en révéler « l'histoire niée » par 150 ans de racisme des immigrants venus d'Europe. Vous ne pouvez donc pas être insensible à l'histoire et à la culture niée, sous vos yeux, du peuple palestinien, autochtone et opprimé par l'Etat israélien. Dans ce cas, comment pourriez-vous ne pas écouter son appel ?

Alors que certains ne manqueront pas d'interpréter votre concert comme un soutien politique, et pas seulement culturel, à l'Etat d'Israël, nous espérons au contraire pouvoir vous compter parmi les artistes qui se joindront à l'appel non-violent au boycott d'Israël, et en particulier au RSWJF, et ainsi, aider à atteindre l'égalité des droits et la justice en Palestine-Israël.

En réponse à l'appel palestinien à la solidarité internationale, refusez de jouer pour l'apartheid.

Nous restons à votre entière disposition pour tout supplément d'information, et pour vous rencontrer si vous le souhaitez.

Dror Warschawski pour la Campagne BDS France

Campagne BDS France

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

<http://www.bdsfrance.org/>

campagnebdsfrance@yahoo.fr

Label:

Mañana

17 rue Pascal

75005 Paris

Tel : 01 45 35 54 19

contact@mananamusic.com

Tourneur:

Vivement Ce Soir

Lot. Codani

Route de la mer

20260 Lumio

Tel : 04 95 46 29 82

magali@vivementcesoir.fr

www.vivementcesoir.fr

Agrexco : Les Fraises de Gaza comme Cheval de Troie

Face au développement de la campagne BDS en Europe et dans le monde, Israël riposte sur plusieurs fronts. Le premier, avec la complicité du gouvernement français, vise à criminaliser le mouvement BDS et applique la répression juridique à l'encontre des militants BDS. Mais le large courant de sympathie dans la population et le soutien de personnalités aux inculpés contraignent Israël à d'autres recours. Le déblocage de millions d'euros en vue de promouvoir par tous les moyens Israël dans les medias européens vient d'être acté.

C'est dans ce contexte que survient en France une opération anti-BDS de grande ampleur lancée par Israël via son

entreprise d'état Agrexco Carmel. Quasi monopole dans l'exportation des fruits, légumes et fleurs dans le monde et surtout en Europe, cette entreprise est mieux connue en France depuis 19 mois. En effet un regroupement de 103 organisations, nommé Coalition contre Agrexco, a entrepris de la chasser de France et, avec les Coalitions contre Agrexco des autres pays, de la chasser d'Europe.

LES MESSAGES DE LA CAMPAGNE MEDIATIQUE : Israël desserre le blocus de Gaza ; Israël/Agrexco fait vivre les Palestiniens ; les boycotteurs sont contre les Palestiniens

L'opération a été lancée le lundi 6 décembre 2010 par l'agence française de communication Adocom, qui publie un communiqué de presse au nom d'Agrexco-Carmel intitulé « Agrexco-Carmel relance les exportations de produits agricoles depuis la bande de Gaza ». Le site du CRIF relaie l'information le même jour sous le même intitulé.

Cette première salve de communiqués délivre un double message :

1- Le blocus de Gaza se desserre

– **Israël chouchoute les Palestiniens de Gaza, qui collaborent avec Israël à leur plus grand profit** : Le « partenariat » avec Gaza est ancien (30 ans) et se « *poursuit en dehors de toute polémique politique ou religieuse* ». « *Nous attachons beaucoup d'importance à ce partenariat et, en janvier prochain, nous accueillerons un groupe de producteurs palestiniens et nous lui ferons visiter le marché de Rungis* ». Par dessus tout, Agrexco ferait travailler « 900 paysans qui font vivre 10 000 personnes ». Et annonce l'exportation de 700 tonnes de fraises et 2 millions de tiges de fleurs cet hiver.

– **Agrexco exporte des produits 100% palestiniens de Gaza** :

Ainsi, « *les Sweet Charly et les Tamar ont une touche de*

couleur et un parfum de soleil en provenance de Palestine ». Elles sont proposées en « *contre saison* ». Message sous jacent : elles ne concurrencent pas les productions locales.

Israël Valley le site de la chambre de commerce France-Israël, celle là même qui poursuit les militants BDS en justice, n'hésite pas à titrer : « *Le blocus de Gaza se desserre : Agrexco commercialise des fraises et des fleurs de Gaza en Europe. Les exportations de la bande de Gaza vers d'autres pays étrangers deviennent entièrement libres* » (sic).

Le 8 décembre, l'ambassade de France à Paris envoie un communiqué repris par l'AFP le jour même sous le titre : « *Les amis des Palestiniens en France boycottent les travailleurs palestiniens de Gaza* ». On est passé à l'étape suivante :

2 – Les opposants à Agrexco font obstacle à la paix. La cible est clairement désignée : « *Des organisations proches des Palestiniens qui appellent au boycott du groupe privé israélien Agrexco/Carmel.* » (Notons au passage le mensonge : Agrexco serait un groupe privé !). Pourtant, « *la coopération entre les peuples israélien et palestinien est un moyen utile pour aboutir à la paix* »... Le responsable du blog de l'ambassade d'Israël en France s'en donne à cœur joie : « *Il y a quelques jours arrivait au port français de Sète un navire de production agricole affrété par la société israélienne Agrexco. Des agitateurs pro-palestiniens sont là, évidemment, prêts à se révolter contre cette injustice terrible: BOYCOTTONS !*

« *Mais pourquoi voulez-vous nous boycotter ?* », s'étonne Agrexco, « *nous acheminons en France et en Europe les fraises des agriculteurs palestiniens de Gaza, et d'ailleurs nous le faisons depuis 30 ans déjà, elles sont savoureuses !* » Et de conclure : « ***C'est ainsi qu'Israël défend la cause palestinienne.*** » (!) Dans la foulée, une douzaine de sites ouvertement sionistes ou proche des sionistes démultiplient ces messages avec plus ou moins de violence et de mensonges.

Le 8 décembre, l'AFP reprend un communiqué du bureau du Premier ministre, Benjamin Netanyahu : « *Le cabinet de sécurité a décidé de prendre de nouvelles mesures qui vont permettre d'accroître les exportations de marchandises de la bande de Gaza* », dans le but de « ***faciliter la vie à la population qui vit sous le régime de répression et de terreur imposé par le Hamas*** ».

Israël est l'ami des Palestiniens, il les protège du Hamas, Agrexco travaille pour la Paix, la Coalition contre Agrexco qui boycotte les produits palestiniens est contre les palestiniens.

LES OBJECTIFS ÉVIDENTS DE LA MANŒUVRE : Délégitimer la campagne contre Agrexco et faire exploser la Coalition contre Agrexco en neutralisant son action.

L'opération médiatique vise non seulement à délégitimer la campagne menée par « la Coalition contre Agrexco France », mais également à la miner de l'intérieur. Cette large mobilisation déterminée à chasser Agrexco de Sète et d'Europe représente un vrai danger pour Israël, faisons la exploser ! Comme le précise la Coalition dans un communiqué du 23 décembre : « *Le message est grossier mais la manœuvre n'en est pas moins dangereuse.* » Il ne faudrait plus refuser en bloc Agrexco mais seulement certains de ses produits ! Ceux portant le label Produit palestinien devraient être acceptés... Un distinguo piégé qui s'attaque à la revendication centrale de la Coalition et menace l'existence même de la Coalition.

Qu'Israël veuille se réhabiliter à travers Agrexco atteste du poids symbolique, économique et stratégique de cette entreprise pour Israël.

Que cette opération s'attaque à la Coalition contre Agrexco France atteste du danger que représente la Coalition pour Israël.

Que l'opération ait démarré en France atteste du rôle central du port de Sète dans la stratégie d'Agrexco.

Israël utilise Agrexco pour prétendre que le blocus de Gaza est allégé. Les exportations Agrexco de Gaza ne sont qu'un moyen mystificateur pour rendre plus acceptable le blocus aux yeux de l'opinion.

Il faut retourner cette tactique contre Israël et faire de la lutte contre Agrexco le fer de lance de la lutte contre le blocus de Gaza. En prenant Agrexco pour cible, l'escale à Sète du « Bateau français pour Gaza » permettrait de s'attaquer ici, en France, au blocus. De plus, le bateau reparti, le combat européen contre Agrexco/Israël se poursuivra renforcé.

LES BUTS CACHÉS DE L'OPÉRATION : Mettre en place une filière d'exportation sécurisée qui échappe au boycott

Le projet initial, préparé depuis 10 ans par Agrexco et engagé en 2008, vise à faire du port de Sète la porte d'entrée des produits Agrexco pour toute l'Europe (500 000 tonnes/an prévues). Mais ce projet se heurte aujourd'hui à la Coalition contre Agrexco et la campagne BDS. Le débarquement à Sète est massivement refusé et il ne suffit pas de débarquer des produits, encore faut-il qu'ils échappent au boycott.

D'où l'autre objectif de l'opération médiatique « Fraises de Gaza » : mettre en place une filière d'exportation moralement acceptable pour les consommateurs européens. L'enjeu principal est de pouvoir vendre les produits agricoles israéliens et ceux des colonies. Comment ? En estampillant Produit palestinien un maximum de produits israéliens.

La neutralisation de la Coalition contre Agrexco est indispensable au bon déroulement de ce plan. Il s'agit ensuite, avec l'appui des médias, de convaincre l'opinion qu'Agrexco fait une bonne action en exportant les produits palestiniens et que c'est une bonne action d'acheter les produits sous label Produit palestinien. Les communicants

n'auront aucune difficulté à fabriquer de toute pièce l'image d'une filière moralement acceptable pour le public européen.

Une fois en place, avec des produits palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie, cette filière dès lors « sécurisée » pourrait s'étendre à des produits des colonies et d'Israël. Les dattes des colonies sous label israélien sont boycottées ? Il suffira de les exporter sous label Produit palestinien... Qui nous dit qu'à Hashdot ou Haïfa, d'où partent les bateaux d'Agrexco, n'arriveront pas d'autres produits israéliens déjà emballés sous étiquette palestinienne prêts à l'exportation ?

Pure fiction ? Les constantes violations du droit, des accords et des règlements commerciaux par Israël devraient nous rendre plus vigilants !

Lors des 153^e et 157^e missions CCIPPP « Spécial Agrexco » (juillet et novembre 2009) nous avons rencontré les principales organisations paysannes (PARC, PFU, UAWC). Tous les représentants rencontrés, à Ramallah et dans la vallée du Jourdain nous ont dit qu'Israël exportait depuis peu ses propres produits sous le label Produit palestinien. Nous venions chercher des preuves qu'Agrexco exportait des produits des colonies sous label Produit israélien et ils nous disaient « Bien sûr, ça c'est évident, mais en plus Agrexco exporte aujourd'hui des produits israéliens sous label palestinien, particulièrement dans les pays anglo-saxons où le boycott est puissant. » Les deux missions ont visité longuement, dans la vallée du Jourdain, l'entreprise palestinienne Sinokrot. Créée par un ancien membre du gouvernement de l'Autorité Palestinienne qui lui a donné son nom, cette entreprise est fortement subventionnée par l'USAID américaine. C'est la seule entreprise palestinienne autorisée à exporter des produits palestiniens vers les pays arabes via la Jordanie. Nous avons vu chez Sinokrot des emballages estampillés Produit palestinien et Produit israélien. Des responsables nous ont appris que, bien sûr, les produits des colonies et de

Palestine partaient sous label Produit israélien, mais que depuis peu, des produits israéliens (des colonies et hors colonies !) partaient sous le label Produit palestinien vers l'Europe.

Bien loin d'être une fiction, le détournement du label Produit palestinien pour des produits israéliens est déjà réalisé. En annonçant l'exportation massive de produits Produit palestinien, l'opération Fraises de Gaza ne vise qu'à préparer les consommateurs à acheter ces nouveaux produits... qui seront israéliens. Double gain pour Israël : le blocus de Gaza paraît allégé et le boycott européen est contourné ! Les « Fraises de gaza » comme cheval de Troie...

4 – UNE RIPOSTE PALESTINIENNE CATÉGORIQUE ET SANS APPEL : Boycott total d'Agrexco

La réponse sans ambiguïté des Palestiniens fait tourner au fiasco la manœuvre ! Non seulement ils démentent les allégations israéliennes qui faisaient d'Agrexco le sauveur des paysans palestiniens mais **ils appellent au boycott total d'Agrexco !**

« Toute affirmation selon laquelle les opérations d'Agrexco bénéficient aux paysans Palestiniens n'est rien d'autre qu'une feuille de vigne pour couvrir une complicité avec les violations du droit international et des droits du peuple palestinien par Israël. La levée du blocus de Gaza et la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid israéliens sont la solution la plus garantie et la plus durable pour permettre à nos agriculteurs de produire et d'exporter librement, sans être contraints à se confier à des compagnies complices de leur oppression et de leur dépossession. Nous appelons plutôt à intensifier la pression contre Agrexco par un boycott complet et systématique de tous les produits et services d'Agrexco. (...)

(...) De plus, un boycott total de Carmel-Agrexco a été approuvé

par la totalité des syndicats et comités agricoles et de fermiers Palestiniens. Quoique bien conscients du prix que nos agriculteurs pourraient payer du fait d'un boycott complet de Carmel Agrexco, nous considérons le BDS comme le moyen de solidarité le plus efficace pour provoquer la fin des différentes formes d'oppression par Israël qui empêchent nos agriculteurs et le peuple tout entier de jouir de la liberté et des droits de l'homme.

(Lire le communiqué du BNC en entier : www.protection-palestine.org).

Dans ce contexte, la Coalition contre Agrexco déclare dans un communiqué : « Conformément à l'Appel initial de la Coalition contre Agrexco et forte du soutien renouvelé du BNC (Comité National Palestinien pour le Boycott, Désinvestissement et Sanctions) en date du 22 décembre 2010, la Coalition contre Agrexco réaffirme son refus total de l'implantation de l'entreprise d'état israélienne Agrexco/Carmel/Coral à Sète et ailleurs. » (www.coalitioncontreagrexco.net)

Il appartient aux campagnes BDS en France, en Europe et à l'ensemble du mouvement de solidarité de s'emparer du mot d'ordre du BNC palestinien de boycott total d'Agrexco et de le mettre en œuvre partout, en lien avec les contextes locaux.

José Luis Moraguès

CCIPPP – 26/12/2010

Victoire du BDS au Japon:

MUJI n'ira pas en Israël!

MUJI annule le lancement d'un magasin en Israël suite aux protestations

3 décembre 2010

TOKYO

<http://www.japantoday.com/category/business/view/muji-operator-cancels-israel-store-launch-amid-protests>

La compagnie japonaise Ryohin Keikaku a décidé d'annuler le lancement prévu en Israël d'un magasin de vente de ses produits de consommation de marque MUJI, quand la pression du public contre le projet s'est élevée. La société basée à Tokyo a déclaré que l'annulation était simplement dûe à des « raisons économiques », et un porte-parole a refusé de donner plus de détails et a nié toute corrélation directe avec la campagne de protestation grandissante sur internet.

Ryohin Keikaku avait annoncé en avril qu'elle signerait un contrat de licence avec une société israélienne et qu'elle ouvrirait ce qui serait le premier magasin MUJI d'Israël à Tel-Aviv ou à Jérusalem en 2011. Mais le plan d'expansion de l'entreprise a suscité des critiques sur internet et certains militants de la paix ont invité les consommateurs à boycotter les produits de marque MUJI après que les commandos de la marine israélienne a attaqué la flottille d'aide humanitaire à destination de la bande de Gaza en mai, tuant au moins neuf personnes.

NB: une action BDS au Japon du mois dernier à Osaka:

<http://www.youtube.com/watch?v=hRPP7nsXGcQ>

Match de football : Olympique Lyonnais / Hapoel Tel Aviv

CARTON ROUGE CONTRE ISRAEL !

Mardi 7 décembre 2010 à LYON

Alors que 1, 5 million de Palestiniens de Gaza souffrent toujours d'un blocus illégal et inhumain imposé par Israël depuis 2007, au mépris du Droit International et des

Conventions de Genève ;

Alors que le rapport Goldstone pour l'ONU qualifie de crimes de guerre, voire de crimes contre l'Humanité les bombardements des populations civiles de Gaza en décembre 2008 – janvier 2009 qui ont tué 1 400 Palestiniens dont plus de 400 enfants et fait près de 5 500 blessés ;

Alors que la colonisation se poursuit en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, que les Palestiniens vivant en Israël sont soumis à un régime d'apartheid au mépris de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;

Alors que l'UEFA (Union des Associations Européennes de Football) affirme dans ses Statuts vouloir :

... Promouvoir le football en Europe dans un esprit de paix, de compréhension et de « fair-play », sans aucune discrimination fondée sur la politique, le sexe, la religion, la race ou sur toute autre raison.

Nous, citoyens épris de justice et de sentiment de solidarité ne pouvons accepter la venue du club de Tel Aviv, comme si de rien n'était !

D'autant que l'UEFA vient d'intervenir pour condamner des restrictions israéliennes imposées au football palestinien visant à l'isoler tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine.

Pour mémoire, rappelons qu'Israël bloque toujours dans ses ports l'aide en équipement que l'UEFA avait octroyée en

juillet 2009 aux sportifs palestiniens ! Le Président Platini a déclaré : « *Nous les avons acceptés (les israéliens) en Europe et leur avons garanti les conditions d'adhésion ; ils doivent respecter le message des lois et réglementations sportives internationales, faute de quoi leur présence en Europe n'aura pas lieu d'être* » (L'Expression le 25 septembre 2010)

C'est pourquoi nous demandons à l'UEFA d'exclure ISRAEL de ses instances en accord avec ses Statuts. pétition à signer sur <http://www.ipetitions.com/petition/cartonrougecontreisrael/> http://collectif69palestine.free.fr/article.php?id_article=28

0

BDS syndical en Irlande

Nouvelle victoire BDS : le syndicat irlandais TEEU vote le boycott d'Israël

Campagne de solidarité Irlande/Palestine

26 novembre 2010

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article9733>

<http://www.alternativenews.org/english/index.php/topics/economy-of-the-occupation/3039-another-bds-victory-irish-trade-union-teeu-votes-to-boycott-israel>

Lors de sa conférence bisannuelle, la semaine dernière, le syndicat de l'ingénierie technique et électrique (TEEU) d'Irlande a voté à l'unanimité le « soutien à une campagne de boycott des marchandises et services israéliens et à une politique de désinvestissements des sociétés israéliennes », en raison des violations constantes par l'Etat israélien du droit international et de ses atteintes aux droits humains du peuple palestinien.

La Campagne de solidarité Irlande/Palestine (IPSC) s'est

félicitée du vote de la motion (1).

Le président général du TEEU, Frank Keoghan, a salué la motion en disant : « C'est pour exprimer la solidarité et l'empathie que les adhérents du TEEU et en fait, tout le peuple irlandais, ressentent envers la souffrance du peuple de Palestine, que cette motion a reçu le soutien unanime de notre conférence ».

La motion a été présentée par le comité exécutif de gestion du TEEU et, s'exprimant depuis la tribune, un délégué a souligné la logique de cette motion, « Le mouvement syndical international a constamment démontré son engagement pour les droits des Palestiniens en adoptant des sanctions sous l'égide des travailleurs comme une forme de solidarité avec les Palestiniens. Le TEEU doit être fier d'être côte à côte avec nos frères et sœurs des syndicats palestiniens, avec ces Israéliens courageux – juifs et Arabes – qui défendent le BDS, et ces syndicats de Grande-Bretagne, de Belgique, du Canada et d'Afrique du Sud et au-delà, qui ont pris la décision de principe de soutenir BDS ».

La présidente nationale d'IPSC, Freda Hughes, s'est réjouie du vote de la résolution, « L'IPSC félicite le TEEU pour le vote de cette motion historique, et nous sommes fiers d'accueillir le TEEU au sein de la coalition mondiale pour les Boycotts, les Désinvestissements et les Sanctions sous l'égide des Palestiniens, qui finalement mettra fin à l'apartheid, l'occupation et l'oppression des Israéliens sur le peuple palestinien ».

(1) Texte intégral de la motion : « La conférence s'engage à soutenir la campagne de boycott des marchandises et services israéliens et une politique de désinvestissements des sociétés israéliennes comme moyen pour stimuler le gouvernement israélien à se conformer au droit international et à cesser ses violations des droits humains du peuple palestinien ; elle recherchera un engagement actif avec les organisations des

droits de l'homme palestiniennes et israéliennes et à l'occasion les organisations de la société civile. »

Le BNC Palestinien réaffirme son soutien total à la Coalition contre Agrexco

Le BNC Palestinien réaffirme son soutien total à la Coalition contre Agrexco : les organisations paysannes et les Comités de Résistance Populaires s'impliquent dans la plainte juridique contre Agrexco.

Nous avons le plaisir de partager avec vous tous-tes cette excellente nouvelle que nous apporte le courrier ci-dessous (traduction JPB) .

Le BNC palestinien a non seulement soutenu la Coalition dès sa création mais contribue activement à son activité depuis.

Aujourd'hui, il réaffirme avec la même détermination son soutien à la coalition et via une vingtaine d'associations concernées par le problème, il s'engage à nos côtés dans la plainte contre Agrexco.

Nous espérons que cette prise de position et cette implication dans la bataille, à nos côtés, de ces organisations sera un encouragement à amplifier les actions de la Coalition.

Vous noterez au côtés des organisations paysannes comme le PARC, le PFU ; l'UAWC ou GUPPCG, la présence du Comité National de Résistance Populaire ainsi que les Comités de Résistance Populaires des célèbres villages qui luttent contre le Mur.

Message du BNC à la Coalition contre Agrexco

**La société civile
palestinienne, y compris
les organisations
agricoles,
appelle les tribunaux
français à prononcer la
responsabilité de Carmel
Agrexco.**

Palestine occupée, 25-11-2010.
Nous, soussignés représentants de
la société civile palestinienne,
incluant les organisations
agricoles et les comités
populaires, écrivons pour
exprimer notre total soutien à
l'action judiciaire concernant
Carmel Agrexco, entreprise par
des organisations de la société
civile française devant le
tribunal de commerce de Créteil.
De plus nous soutenons totalement
les efforts de la coalition
contre Carmel Agrexco en France
et en Europe.

Carmel Agrexco, l'exportateur
appartenant partiellement à
l'Etat israélien, viole la loi
internationale car il est
responsable de la
commercialisation de 60 à 70 %
des produits agricoles cultivés
dans les colonies illégales
israéliennes des territoires
palestiniens occupés (TPO) (i).

Agrexco fait partie intégrante du processus d'occupation militaire et de colonisation des TPO. Il joue un rôle-clé dans le développement d'un agrobusiness à l'échelle industrielle, qui fournit une incitation économique à l'occupation et la dépossession ; il profite ainsi du déni systématique des droits des Palestiniens et soutient les violations israéliennes de la loi internationale, dont la quatrième Convention de Genève. Au sein du cadre légal et éthique de la responsabilité d'entreprise et de la complicité d'entreprise, une compagnie porte la responsabilité de toutes ses initiatives commerciales pouvant violer les droits de l'homme, du travail et les standards environnementaux. Nous souhaitons souligner que sur la base du jugement de 2004 de la Cour Internationale de Justice et de l'opinion légale d'experts renommés en loi internationale, les Etats ont des responsabilités selon la loi internationale qui devraient les conduire à décourager les relations d'affaires avec Carmel Agrexco, une compagnie qui viole la loi internationale et qui profite des colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés et du vol des ressources

palestiniennes en terre et en eau
qui s'y trouvent.

Les exportations israéliennes, et
les produits de Carmel Agrexco en
particulier, ont été
régulièrement étiquetés
faussement, et les sociétés
d'exportation et responsables
Israéliens ont régulièrement
induit en erreur les
gouvernements et les compagnies
partenaires. Dans le cadre de son
jugement indiquant que les
produits israéliens originaires
des colonies de Cisjordanie
occupée n'ont pas droit à un
traitement douanier préférentiel
selon l'accord EU-Israël, la cour
de justice de l'Union Européenne
a critiqué les autorités
d'exportations israéliennes pour
leurs obstructions dans les
réponses aux demandes faites par
des responsables de l'Union
Européenne (ii). Le gouvernement
britannique a exprimé ses doutes
sur la traçabilité de tous les
produits marqués 'made in Israël'
(iii). Des chercheurs ont
documenté plusieurs fois des
preuves de l'implication de
Carmel Agrexco lui-même dans
l'étiquetage trompeur délibéré de
produits venant des colonies
israéliennes illégales (iv).
Étant directement affectés par

les actions de Carmel Agrexco, nous appelons les responsables du système judiciaire français à s'assurer que celui-ci agisse dans les intérêts de la justice et au service de la loi nationale et internationale, et qu'elle rende responsables tout ceux qui contribuent activement aux violations par Israël de la loi internationale et des droits humains.

Signé par: The Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee (BNC)*

General Union of Palestinian Peasants and Co-op Groups

Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC)

Union of Palestinian Farmers Grassroots Palestinian Anti-

Apartheid Wall Campaign (STW)

National Committee for Popular Resistance

Popular Committees against the wall and settlements in Ni'lin, Bil'in, Al-Maasara, Nabi Saleh, Budros, Beit Jala and Wadi Rahal
Union of Palestinian Agricultural Engineers

Union of Agricultural Work Committee (UAWC)

<http://www.corporatewatc.i>

<http://bdsmovement.net/?q=iii>
<http://www.theyworkforyou.com>
<http://corporateoccupation.wordpress.com/2010/03/23/%E2%80%9Cproduct-of-israel%E2%80%9D-britishcompany-found-in-breach-of-labelling-guidelines/>

BDS Culturel: un de plus!

Le groupe anglais Tindersticks annule sa tournée en Israël!

L'année 2010 devrait être déclarée « année du boycott culturel de l'apartheid israélien ». Après les acteurs Meg Ryan et Dustin Hoffman, le metteur en scène Mike Leigh, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Devendra Banhart, Tommy Sands, Elvis Costello, Gil Scott-Heron, Annie Lennox et les groupes The Klaxons, Gorillaz, The Pixies, Leftfield, Faithless et Massive Attack, c'est maintenant Tindersticks qui renonce à se rendre en Israël !

Un extrait de leur déclaration: « Nous avons cru que la musique que nous faisons est au-delà des considérations politiques. Au cours des dernières semaines, la pression exercée sur nous par des personnes et des organisations proches de nous, nous a montré que ce n'est pas le cas. Il est

difficile de défier **un mouvement en pleine expansion** dont nous approuvons les objectifs, même si nous ne sommes pas tout à fait convaincu par leurs méthodes. »

Puissent d'autres artistes réaliser que la musique, l'art, la culture ne sont jamais au delà de considérations politiques, et en particulier dans le contexte palestinien...

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3988970,00.html>

BDS culturel : le groupe anglais Tindersticks annule sa tournée en Israël !

L'année 2010 devrait être déclarée « année du boycott culturel de l'apartheid israélien ». Après les acteurs Meg Ryan et Dustin Hoffman, le metteur en scène Mike Leigh, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Devendra Banhart, Tommy Sands, Elvis Costello, Gil Scott-Heron, Annie Lennox et les groupes The Klaxons, Gorillaz, The Pixies, Leftfield, Faithless et Massive Attack, c'est maintenant Tindersticks qui renonce à se rendre en Israël !

Un extrait de leur déclaration: « Nous avons cru que la musique que nous faisons est au-delà des considérations politiques. Au cours des dernières semaines, la pression exercée sur nous par des personnes et des organisations proches de nous, nous a montré que ce n'est pas le cas. Il est difficile de défier **un mouvement en pleine expansion** dont nous approuvons les objectifs, même si nous ne sommes pas tout à fait convaincu par leurs méthodes. »

Puissent d'autres artistes réaliser que la musique, l'art, la culture ne sont jamais au delà de considérations politiques, et en particulier dans le contexte palestinien...

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3988970,00.html>

Le Syndicat de la Magistrature dénonce la criminalisation du Boycott

On a les victoires qu'on peut : Michèle Alliot-Marie a, il y a quelques mois, par une simple circulaire, commis un attentat juridique d'une rare violence contre l'un des moyens les plus anciens et les plus efficaces de la contestation des Etats par les sociétés civiles, à savoir le boycott. Le 12 février, la Chancellerie a eu cette idée extraordinaire selon laquelle tout appel au boycott des produits d'un pays n'était qu'une *«provocation publique à la discrimination envers une nation»*, punie d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Le ministère demande aux procureurs de la République d'assurer une répression *«ferme et cohérente»* de ces agissements.

Soyons justes : la paternité de cette brillante initiative revient au procureur général de Paris qui avait, dans son rapport de politique pénale 2009, suggéré que *«les faits de boycott ou de provocation au boycott peuvent s'analyser, selon les espèces, soit en une provocation à la discrimination, soit en une discrimination ayant pour effet d'entraver l'exercice d'une activité économique»*. On peut rappeler les actions de ce type dans l'histoire : boycott du Royaume-Uni en 1930 initié par Gandhi contre la colonisation, boycott de l'Afrique du Sud dans les années 70 par les militants antiapartheid, boycott, à

la même époque, par la communauté homosexuelle américaine d'une marque de bière qui refusait d'embaucher les gays ou, plus récemment, boycott des produits chinois par les soutiens de la cause tibétaine et des produits israéliens par les militants palestiniens... Pour l'ex-garde des Sceaux, il ne s'agit pas là d'entreprises de protestation et d'émancipation, souhaitables en démocratie, mais d'associations de malfaiteurs en vue d'attenter à la bonne marche du commerce, donc du monde.

La notion de discrimination ne peut s'entendre que d'une différence de traitement n'obéissant à aucun but légitime. Une action collective qui viserait à ne pas consommer de produits d'une entreprise parce qu'elle licencie ou délocalise sa production, ou d'un Etat parce qu'il maltraite ses minorités ne peut être qualifiée de discriminatoire, sauf à ôter aux consommateurs leur seul pouvoir, celui de ne pas de consommer n'importe quoi et n'importe comment. Que l'on se rassure : les Etats qui décideraient d'imposer un embargo à un pays étranger n'encourront pas les foudres de la loi pénale...

L'instrumentalisation d'un texte qui visait à combattre le racisme, le nationalisme et le sexisme est inadmissible, surtout lorsqu'elle vise à faire taire l'engagement citoyen. La circulaire en question, qui a su convaincre au moins un tribunal, constitue donc, pour la société civile, une régression d'une ampleur peu commune. Cette provocation s'est pour l'instant heurtée à un mur de silence. La pénalisation de la contestation est toujours une mauvaise nouvelle pour la démocratie. L'absence de contestation de la pénalisation, lorsque celle-ci ne répond à aucun autre objectif que celui de museler les peuples, n'en est pas une meilleure.

<http://www.liberation.fr/politiques/01012303092-il-est-desormais-interdit-de-boycotter>

Le boycott universitaire et culturel d'Israël prend une dimension européenne

Aujourd'hui, 8 novembre 2010, plusieurs organisations de pays membres de l'Union européenne annoncent la mise en place d'une plateforme commune pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI). La décision a été prise durant les rencontres pour le boycott universitaire et culturel d'Israël qui se sont tenues les 25 et 26 septembre à Paris. Ces rencontres rassemblaient une cinquantaine d'enseignants-chercheurs, représentant les délégations d'une dizaine de pays européens et une délégation palestinienne, à l'invitation de l'AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) et du BRICUP (British Committee for Universities of Palestine).

Ce mouvement de boycott se veut une réponse à l'appel de la société civile palestinienne intitulé PACBI (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel). Il consiste à remettre en cause les coopérations institutionnelles en matière d'enseignement et de recherche entre Israël et la communauté internationale, les programmes d'échange et les manifestations culturelles impliquant des institutions ou l'État d'Israël, afin de forcer cet État à respecter le droit international et les droits de l'homme. Il s'inscrit dans le cadre plus large de la campagne internationale pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions à l'encontre d'Israël (Campagne BDS).

Les délégations présentes ont posé les bases d'une coordination de leurs actions à l'échelle européenne dans la

déclaration suivante:

Déclaration de Paris sur la mise en place d'une plateforme européenne pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI)

<http://www.epacbi.eu/>

Cette déclaration annonce la mise en place d'une plateforme européenne commune pour le boycott académique et culturel d'Israël. Les organisations nationales, régionales et locales et les mouvements adhérant à cette plateforme :

- acceptent et promeuvent le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes et le désinvestissement des compagnies qui contribuent aux graves violations par Israël du droit international et des droits de l'homme;
- soutiennent l'appel de la société civile palestinienne aux boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et acceptent les directives de mise en application publiées par la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) et le comité national palestinien pour le boycott (BNC);
- s'accordent à développer et renforcer le boycott jusqu'à ce que le peuple palestinien obtienne une résolution des injustices actuelles conformément au droit international et aux droits de l'homme internationalement reconnus.

L'Europe, à la fois par les états qui la composent et par ses principales institutions d'intégration, joue un rôle-clé dans le maintien de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Son soutien a été maintenu en dépit des violations répétées et abondamment documentées des droits de l'homme des Palestiniens, qu'ils soient citoyens d'Israël, sous occupation israélienne ou réfugiés. Ce faisant, les institutions européennes ignorent et nient les principes de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui sous-tendent leurs textes fondateurs. Il revient donc à la société civile européenne de faire en sorte qu'elles se

conformement à ces principes.

Le boycott, le désinvestissement et les sanctions sont une stratégie morale et non violente visant à obtenir des changements là où, durant des décennies, le programme consistant à « établir des ponts » avec l'opresseur a manifestement échoué. Le boycott académique et culturel est particulièrement pertinent, étant donnée la complicité des institutions académiques et culturelles israéliennes dans les restrictions flagrantes des libertés académiques et culturelles palestiniennes, par leur soutien direct et indirect à la politique gouvernementale. L'importante contribution de BDS – y compris du boycott académique et culturel – à l'arrêt de la politique d'apartheid en Afrique du Sud démontre la potentielle efficacité de cette approche.

Nous enjoignons tous les universitaires, professionnels et praticiens de la culture européens à reconsidérer à la lumière de leur conscience les liens qu'ils ont ou envisagent d'avoir avec les institutions israéliennes dans leurs domaines respectifs. Nous exhortons ceux qui souhaitent établir la justice au Proche-Orient et promouvoir le respect du droit international dans le monde à constituer des structures locales, régionales et nationales pour la promotion de ce boycott. Nous les assisterons et les conseillerons dans la mise en place de telles organisations, de manière à réaliser une coordination des activités de boycott académique et culturel à l'échelle du continent.

Les organisations suivantes participent à la mise en place de la plateforme européenne pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI):

AKULBI : Akademisk og Kulturell Boikott av staten Israel
(Norvège)

AURDIP : Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (France)

BAB : Berlin Academic Boycott (Allemagne)

BRICUP : British Committee for Universities for Palestine
(Angleterre)

CUNCAP : Comissió Universitària Catalana per Palestina
(Espagne)

ICACBI : Italian Campaign for the academic & cultural boycott
of Israel (Italie)

PACBI : Palestinian campaign for the academic and cultural
boycott of Israel (Palestine)

PSABI : Action Group at KTH for Boycott of Israel (Suède)

Des délégations belge et néerlandaise participent également au
lancement d'EPACBI.

<http://www.aurdip.fr/Declaration-de-Paris-sur-la-mise.html>

Communiqué de la Coalition contre Agrexco

Le port de Marseille est en grève pour les retraites

Pour briser la grève plusieurs bateaux de Marseille

débarquent à Sète

Ne les laissons pas briser la grève !

Depuis plus d'une semaine les bateaux bloqués à Marseille par
la grève des

travailleurs du port sont détournés sur Sète où ils débarquent leur marchandise.

C'est la méthode que le conseil Régional applique pour le prétendu

« développement » du port de Sète. Hier, au nom de la création d'emploi il n'a pas

hésité à accueillir l'entreprise d'état israélienne Agrexco/Carmel qui fraude les

douanes et viole le droit en Palestine. Aujourd'hui le Conseil Régional n'hésite pas à

briser la grève des travailleurs du port de Marseille pour montrer aux entreprises que

la « paix sociale » règne Sète.

Depuis cette nuit, le bateau « Bio top » de l'entreprise Agrexco est à quai, il va

décharger ses fruits et légumes qui proviennent en partie de l'exploitation illégale des

terres palestiniennes par les colons israéliens.

Il y a trois semaines, 8 organisations (Confédération Paysanne, Union Juive

Française pour la Paix, CIMADE, CCIPPP, AURDIP, ISM, Collectif 69 Palestine,

Association des Palestiniens du L.R) ont déposé une plainte contre Agrexco

concernant l'origine des produits exportés. Le 18/10 à la Chambre d'agriculture du

Gard, la Confédération Paysanne a déposé une motion pour

protester contre les
importations massives de fruits et légumes par Agrexco et les
conséquences

terribles de cette politique sur les paysans de la région.

Le Conseil Régional, GF.Group et Agrexco/Carmel, voudraient
faire demain, de

Sète un port de la colonisation !

Ne les laissons pas en faire, aujourd'hui, un port « jaune »,
briseur de grève !

AGREXCO NI A SETE NI AILLEURS !

LA COALITION CONTRE AGREXCO/CARMEL

coalitioncontragrexco@gmail.com

19 octobre 2010

AGREX CO

Victoire du BDS: Véolia vend ses parts du tramway de Jérusalem

D'après l'accord, Véolia recevra 45 millions de shekels
(environ 9 millions d'euros) pour ses parts, qui seront
graduellement transférées à Egged sur une durée de 5 ans à
compter du 1er jour d'opération du tramway. Ce transfert

graduel assure la conformité avec l'appel d'offres originel, qui stipule que l'opérateur du tramway doit avoir 5 ans minimum d'expérience en opérations. Egged paiera aussi des pourcentages croissants de la vente au fur et à mesure des profits du rail.

Les 9 millions d'euros reçus par Véolia sont minuscules comparés à presque 5 milliards d'euros de contrats que Véolia a perdu autour du monde à cause du mouvement BDS ces deux dernières années, en premier lieu un appel d'offres de 3 milliards d'euros en Suède.

La finalisation de la vente demandera confirmation par diverses autorités israéliennes et par les autres partenaires du tramway. Mais la plus forte menace à la finalisation de la vente est susceptible de venir des lois anti-trust d'Israël, car cette vente ferait d'Egged le détenteur du monopole sur les transports publics à Jérusalem. Cependant il semble probable que l'Autorité anti-trust approuvera la vente, le plus vraisemblablement à cause de l'inquiétude israélienne due à l'impact néfaste de la campagne BDS sur la montée des coûts et les délais interminables.

Véolia a été une cible [2] de la campagne internationale à direction palestinienne Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce que cette dernière reconnaisse les droits humains et nationaux palestiniens et remplisse ses obligations selon la loi internationale. Résultat de la pression du boycott, Véolia a cherché un acheteur depuis deux ans déjà. Cette pression politique a causé de nombreux délais dans le fonctionnement du tramway, qui était supposé commencer à fonctionner en 2008 mais ne sera pas mis en route avant 2001.

[1] http://www.themarker.com/tmc/article.jhtml?ElementId=skira20101015_1193660

[2] <http://www.alternativenews.org/english/index.php/topics/ne>

[ws/1391-bilbao-the-basque-country-and-spain-join-the-palestinian-campaign-for-boycott-divestment-and-sanctions-targeting-veolia](http://alternativenews.org/english/index.php/topics/economy-of-the-occupation/2931-bds-victory-veolia-sells-shares-in-jerusalem-light-rail-)

<http://alternativenews.org/english/index.php/topics/economy-of-the-occupation/2931-bds-victory-veolia-sells-shares-in-jerusalem-light-rail->

Unilever est sensible à la Campagne BDS...

La multinationale Unilever, sous la pression grandissante de la campagne internationale de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'apartheid israélien, a décidé de déménager son usine de Barkan, dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, vers les territoires des frontières internationales de 1948 :

<http://alternativenews.org/english/index.php/topics/economy-of-the-occupation/2916-bds-success-unilever-to-move-factory-out-of-west-bank>

Salon SIAL: Non aux

entreprises israéliennes à Paris !

Le salon SIAL qui doit avoir lieu du 17 au 21 octobre prochain (<http://www.sial.fr>) est un très important salon mondial où les industries de l'agro alimentaire viennent faire leurs achats. Environ 150 000 visiteurs du monde entier sont attendus. Selon les informations reçues de la Coalition des femmes pour la Paix il s'avère qu'au moins 3 des entreprises israéliennes présentes au salon sont directement implantées dans les territoires occupés : BETH EL FOODS – SHIRAZ COHEN-OR LTD – WISSOTZKY TEA LTD (Usine. unité de production et bureau). A partir de ces informations, une lettre a été rédigée au nom de la Campagne BDS France pour l'exclusion de ces entreprises criminelles. [Lire la lettre.](#)

Nous avons eu un contact téléphonique et par e-mail avec la directrice, qui doit « revenir vers nous ». Voici toutes les adresses e-mails des personnes auprès desquelles nous vous invitons à faire connaître cette lettre (vous pouvez nous mettre en copie à cette adresse sialbdsfrance@yahoo.fr) :

Adeline Vancauwelart, directrice du salon

Adeline.VANCAUWELAERT@comexposium.com

Renaud Hamaide, président du directoire du salon SIAL :
renaud.hamaide@comexposium.com ; renaud.hamaide@viparis.com
info@exposium.com

Direction de Comexposium jean-luc.neez@comexposium.com ;
vincent.buffin@comexposium.com ; jean-pierre.bourgeois@comexposium.com

BDS Londres : Le magasin AHAVA à nouveau occupé... et obligé de fermer samedi

Les militants se sont enchaînés à partir de 11 H 30, samedi, la police est arrivée plus tard sur les lieux, mais il lui a fallu pas mal de temps pour dégager les militants solidement enchaînés entre eux par les bras au travers d'un tube en acier difficile à casser sans blesser les protestataires. Pendant ce temps d'autres militants diffusaient des tracts devant le magasin, expliquant la situation aux passants, et les invitant à ne pas encourager la colonisation et les crimes de guerre israéliens, en achetant les produits AHAVA, soi-disant « made in Israël ».

Quasiment tous les samedis désormais, de telles manifestations ont lieu devant le magasin de Londres. Et un prochain piquet est annoncé samedi 9 octobre de midi à 14 H devant le magasin.

AHAVA qui avait porté plainte contre ces actions, a obtenu que des militants comparaissent devant un tribunal il y a quelques semaines. Non seulement les responsables d'AHAVA n'ont pas osé se présenter devant les juges, mais les militants de la campagne BDS ont montré le caractère illicite des cosmétiques mis en vente sous une marque mensongère et produits dans des colonies. Ils ont ont tous été relaxés.

<http://www.indymedia.org.uk/en/2010/10/464058.html>

[Traduction : CAPJP0-Europalestine](#)

Le boycott d'Israël par les artistes de Montréal fait tache d'huile

Les manifestations qui se sont produites en réponse aux violents bombardements sur Gaza, il y a près de deux ans, ont suscité de nouvelles initiatives non violentes visant à soutenir la lutte des Palestiniens. Parmi celles-ci, on peut citer les assignations en justice de présumés criminels de guerre israéliens, les missions civiles en Palestine pour témoigner de la brutalité de l'occupation militaire, les missions humanitaires pour rompre le blocus de Gaza ou la campagne de «boycott, désinvestissement et sanctions» (BDS) contre l'Etat israélien. Cette dernière reprend la stratégie de boycott mise en oeuvre contre l'Afrique du Sud, dans les années 1980, en dénonçant les discriminations subies par les Palestiniens, qualifiées d'apartheid.

Bien que le BDS soit né d'un appel lancé par la société civile palestinienne en 2005, c'est depuis l'attaque meurtrière de l'armée israélienne sur la flottille humanitaire au large de Gaza, fin mai 2010, que la stratégie BDS a le vent en poupe. Elle affirme que chaque citoyen a un rôle à jouer: en tant que consommateur, professeur, artiste, sportif ou autre, chacun est responsable de ses actions et peut refuser celles qui renforcent le pouvoir répressif de l'Etat d'Israël. Le boycott le plus connu est celui des produits israéliens, comme les cosmétiques Ahava, ou d'entreprises européennes participant à la colonisation, comme Connex qui construit un tramway dans la partie de Jérusalem que l'Etat israélien annexe illégalement. Mais cette campagne se décline également sous d'autres formes, universitaires, sportives et culturelles. Enfin, au-delà de cette prise de conscience individuelle, le BDS est une campagne de pression, en particulier médiatique, qui permet de rappeler les violations répétées du droit international et des

droits humains à l'encontre des Palestiniens.

L'exemple de Sun City

Sur le plan culturel, les initiatives s'inspirent des musiciens qui, dans les années 1980, revendiquaient qu'ils «n'iraient pas jouer à Sun City», en Afrique du Sud. Ce mouvement prend une ampleur considérable: il n'est pas une semaine sans qu'on apprenne qu'un artiste de premier plan annule un voyage prévu en Israël, profitant parfois de l'occasion pour écrire de véritables pamphlets dénonçant les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens, sous occupation israélienne ou en exil. Rien que cette année, l'actrice Meg Ryan, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Elvis Costello, Gil Scott-Heron et les groupes The Klaxons, Gorillaz et The Pixies ont renoncé à se rendre en Israël. Pour des raisons similaires, le mois dernier, plus de 150 artistes irlandais se sont engagés par écrit à boycotter Israël, rappelant l'initiative des 500 artistes montréalais, déjà évoquée dans nos pages¹. Tout récemment, c'est le groupe anglais Massive Attack qui a rejoint ce mouvement. Son chanteur, Robert Del Naja, déclarait: «Je ne peux pas jouer en Israël alors que les Palestiniens n'ont pas accès aux mêmes droits fondamentaux que les Israéliens.»

Pétition israélienne

Même en Israël, le boycott devient un moyen jugé pertinent de s'opposer à la poursuite de la colonisation par le gouvernement d'extrême droite dirigé par Benyamin Netanyahou.

Ce mois-ci, alors que certains en Europe s'opposent en particulier au boycott universitaire et culturel, 150 universitaires, écrivains, artistes et acteurs israéliens ont signé une pétition appelant à refuser de se produire dans les colonies des territoires occupés en 1967. Aux côtés d'intellectuels connus pour leur engagement contre l'occupation, tels Niv Gordon, Gideon Levy ou Shlomo Sand, on

trouve des personnalités généralement plus discrètes comme l'historien Zeev Sternhell ou les écrivains renommés David Grossman, A.B. Yehoshua et Amos Oz. Alors qu'elles étaient sévèrement critiquées par le gouvernement israélien, ces personnalités ont reçu une lettre de soutien de 150 autres artistes, étasuniens et anglais, dont Vanessa Redgrave, Cynthia Nixon ou Tony Kushner.

La limitation du boycott aux seules colonies est défendue par certains groupes de solidarité qui demandent la fin de l'occupation illégale de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et du Golan, le démantèlement du Mur et la levée du blocus de Gaza. Les partisans d'un boycott total rappellent quant à eux que les discriminations touchent également les Palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël. Enfin, la résolution 194 de l'ONU stipule le respect et la mise en oeuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons. Selon la campagne BDS, ces deux points justifient de faire pression sur les institutions israéliennes, y compris à l'intérieur des frontières de 1948: en effet, n'aurait-il pas été absurde, à l'époque de l'apartheid, de ne boycotter que les bantoustans et pas le Cap, Johannesburg ou... Sun City?

La culture est une arme utilisée de part et d'autre. L'Etat d'Israël ne s'y trompe pas, qui non seulement tente de contrer la campagne BDS, mais multiplie également les festivals, expositions et autres manifestations artistiques ou sportives pour tenter de redorer son blason. De son côté, la campagne BDS appelle à ne pas participer à ces événements, où qu'ils aient lieu: dans les colonies, en Israël ou même en Europe. De fait, ces manifestations culturelles ne sont plus anodines: on y participe ou pas mais, dans les deux cas, la décision revêt un sens politique. Si de plus en plus d'artistes répondent positivement à l'appel au boycott, celui-ci s'adresse désormais également aux simples spectateurs, citoyens responsables...

(1) Le Courrier du 7 avril 2010.

Quelques liens:

Cinq cents artistes montréalais contre l'apartheid israélien:

<http://www.tadamon.ca/post/5824>

Cent cinquante artistes irlandais s'engagent à boycotter

Israël: <http://www.ipsc.ie/pledge/>

Cent cinquante artistes israéliens boycottent les colonies
israéliennes:

<http://www.haaretz.com/print-edition/news/150-academics-artists-back-actors-boycott-of-settlement-arts-center-1.311149>

Cent cinquante artistes américains et anglais soutiennent les
150 artistes israéliens:

<http://jvp.org/campaigns/making-history-support-israeli-artists-who-say-no-normalizing-settlements-4>

Appel de l'Autorité palestinienne à boycotter les produits des
colonies: <http://bdsmovement.net/?q=node/604>

Appel des Palestiniens au boycott universitaire et culturel
d'Israël: <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=869>

Appel des Palestiniens au BDS contre Israël:

<http://bdsmovement.net/?q=node/52#French>

Relais français de la campagne BDS internationale:

<http://www.bdsfrance.org/>

Relais genevois de la campagne BDS internationale:

<http://www.urgencepalestine.ch/Activites/boycott.html>

**L'Université de Johannesburg
est appelée à rejoindre le**

BDS

La campagne BDS internationale demande à **l'Université de Johannesburg, en Afrique du Sud, de couper tous ses liens académiques avec l'Université Ben Gourion** jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.

Cette demande a reçu le soutien de *John Dugard, Desmond Tutu, Breyten Breytenbach, Allan Boesak, Mahmoud Mamdani* et de presque 200 autres universitaires de 22 institutions académiques sud-africaines:

<http://www.ujpetition.com/>

Plusieurs articles en Anglais:

<http://www.timeslive.co.za/world/article675369.ece/Israeli-ties-a-chance-to-do-the-right-thing>

<http://www.mg.co.za/article/2010-09-24-new-pressure-on-uj-to-sever-israel-ties>

<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/sep/29/south-africa-boycott-israel>

La liste des signataires:

- Prof Neville Alexander
(University of the Cape Town)

- Prof Peter Alexander
(University of Johannesburg)

- Dr Stephanie Allais
(University of Edinburgh)

- Dr Shireen Ally
(University of the Witwatersrand)

- Waheeda Amien
(University of the Cape Town)

- Prof Kader Asmal
(University of the Western Cape)

– Ivor Baatjes
(University of Johannesburg)

– Dr Nasima Badsha
(Cape Higher Education Consortium)

– Shahana Bassadien
(University of Johannesburg)

– Umesh Bawa
(University of the Western Cape)

– Dr Rashid Begg
(Stellenbosch University)

– Prof Jane Bennet
(University of the Cape Town)

– Dr Shamim Bodhanya
(University of KwaZulu-Natal)

– Prof Allan Boesak
(Stellenbosch University)

– Prof Patrick Bond
(University of KwaZulu-Natal)

– Prof Nico Botha
(Stellenbosch University)

– Prof Breyten Breytenbach
(New YorkUniversity)

– Dr Andrea Brigaglia
(University of the Cape Town)

-Prof Heather Brookes
(University of Johannesburg)

– Dr Mariza Brooks
(University of the Free State)

- Imraan Buccus
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Ronelle Carolissen
(Stellenbosch University)
- Claire Ceruti
(University of Johannesburg)
- Dr Janet Cherry
(Nelson Mandela Metropolitan University)
- Denzil Chetty
(University of South Africa)
- Nicola Cloete
(University of the Witwatersrand)
- Prof Jim Cochrane
(University of the Cape Town)
- Prof Jacklyn Cock
(University of the Witwatersrand)
- Prof Ampie Coetzee
(University of the Western Cape)
- Dr Linda Cooper
(University of the Cape Town)
- Stanford Cronje
(Cape Peninsula University of Technology)
- Prof Yousuf Dadoo
(University of South Africa)
- Prof Suleman Dangor
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Marcelle Dawson
(University of Johannesburg)

- Prof John Dugard
(Leiden University)
- Vusumzi Duma
(University of Fort Hare)
- Prof Jane Duncan
(Rhodes University)
- Nazeem Edwards
(Stellenbosch University)
- Prof Piet Erasmus
(University of the Free State)
- Dr Zimitri Erasmus
(University of the Cape Town)
- Prof Farid Esack
(University of Johannesburg)
- Dr Ahmed Essa
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Faadiel Essop
(Stellenbosch University)
- Prof Aslam Fataar

(Stellenbosch University)
- Judy Favish
(University of the Cape Town)
- Dr Washiela Fish
(University of the Western Cape)
- Dr Tony Fluxman
(Rhodes University)
- Dr Kally Forrest
(University of the Witwatersrand)

– Prof Steven Friedman
(University of Johannesburg)

– Dr Faaiz Gierdien
(Stellenbosch University)

– Dr Kelly Gillespie
(University of the Witwatersrand)

– Prof Clive Glaser
(University of the Witwatersrand)

– Prof Daryl Glaser
(University of the Witwatersrand)

– Prof Sulaiman Gool
(University of the Western Cape)

– Prof Keith Gottschalk
(University of the Western Cape)

– Prof Pumla Gqola
(University of the Witwatersrand)

– Prof Ran Greenstein
(University of the Witwatersrand)

– Prof Janis Grobbelaar
(University of Pretoria)

– Dr Jonathan Grossman
(University of the Cape Town)

– Prof Cornie Grownwald
(Stellenbosch University)

– Dr Heidi Grunebaum
(University of the Cape Town)

– Prof Mohamed Haffajee
(University of KwaZulu-Natal)

- Prof Muhammed Haron
(University of Botswana)
- Dr Monica Hendricks
(Rhodes University)
- Prof Fred Hendricks
(Rhodes University)
- Zubeida Jaffer
(University of the Cape Town)
- Prof Jeff Jawitz
(University of the Cape Town)
- Prof Mohamed Jeebhay
(University of the Cape Town)
- Prof Jennifer Jelsma
(University of the Cape Town)
- Prof Shamil Jeppe
(University of the Cape Town)
- Prof Iqbal Jhazbhay
(University of South Africa)
- Nadeema Jogee
(University of the Cape Town)
- Cyril Julie
(University of the Western Cape)
- Zuhayr Kafaar
(Stellenbosch University)
- Prof Ashraf Kagee
(Stellenbosch University)
- Dr Feroza Kaldine
(University of Johannesburg)

– Prof Andre Keet
(University of Pretoria)

– Prof Bridget Kenny
(University of the Witwatersrand)

– Fazel Khan
(Durban University of Technology)

– Dr Saadika Khan
(University of the Western Cape)

– Prof Sultan Khan
(University of KwaZulu-Natal)

– Prof Gilton Klerck
(Rhodes University)

– Prof Elize Koch
(Nelson Mandela Metropolitan University)

– Mariana Kriel
(University of the Free State)

– Prof Johannes Kritzinger
(University of South Africa)

– Prof Antjie Krog
(University of the Western Cape)

– Dr Simangaliso Kumalo
(University of KwaZulu-Natal)

– Prof Premesh Lalu
(University of the Western Cape)

– Dr Lis Lange [Dir]
(Council for Higher Education)

– Dr Clint Le Bruyns
(Stellenbosch University)

- Prof Lesley Le Grange
(Stellenbosch University)
- Annie Leatt
(University of the Witwatersrand)
- Prof Martin Legassick
(University of the Western Cape)
- Dr Llewellyn Leonard
(University of Johannesburg)
- Kezia Lewins
(University of the Witwatersrand)
- Suzana Molins Lliteras
(University of the Cape Town)
- Prof Gerrie Lubbe
(University of South Africa)
- Lwazi Lushaba
(University of Fort Hare)
- Rev Solomuzi Mabuza
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Nawaz Mahomed
(Cape Peninsula University of Technology)
- Tasneem Majam
(University of Johannesburg)
- Prof Anwar Mall
(University of the Cape Town)
- Ayesha Mall
(Durban University of Technology)
- Sue Marais
(Rhodes University)

– Maud Marcinkowski
(University of the Free State)

– Mohamed Shaid Mathee
(University of the Cape Town)

– Prof Achille Mbembe
(University of the Witwatersrand)

– Prof Ebrahim Moosa
(Duke University)

– Prof Najma Moosa
(University of the Western Cape)

– Prof Nicky Morgan (DVC)
(Central University of Technology)

– Aidan Mosselson
(University of the Witwatersrand)

– Enver Motala
(University of Johannesburg)

– Makhwênkwe Mvalo
(Cape Peninsula University of Technology)

– Dr Munene Mwaniki
(University of the Free State)

– Dr Lubna Nadvi
(University of KwaZulu-Natal)

– Prof Rajen Naidoo
(University of KwaZulu-Natal)

– Prof Andrew Nash
(University of the Cape Town)

– Prof Cobus Naude (Rtd.)
(University of Johannesburg)

– Dr Nadia Navsa
(University of Pretoria)

– Trevor Ngwane
(University of KwaZulu-Natal)

– Dr Pamela Nichols
(University of the Witwatersrand)

– Dr Noor Nieftagodien
(University of the Witwatersrand)

– Dr Dhiraj Kumar Nite
(University of Johannesburg)

– Lulamile Ntonzima
(Cape Peninsula University of Technology)

– Dr Monde Ntwasa
(University of the Witwatersrand)

– Dr Rashied Omar
(University of Notre Dame)

– Prof Ruksana Osman
(University of the Witwatersrand)

– Dr Sven Ouzman
(University of Pretoria)

– Abdool Peer
(University of Johannesburg)

– Dr Fathima Peerbhay
(University of the Western Cape)

– Prof Gonda Perez
(University of the Cape Town)

– Gadija Petker
(University of Johannesburg)

- Prof Innocent Pikirayi
(University of Pretoria)
- Prof Kriben Pillay
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Suren Pillay
(Human Sciences Research Council)
- Richard Pithouse
(Rhodes University)
- Prof Barney Pityana (VC)
(University of South Africa)
- Dr Leonard Praeg
(Rhodes University)
- Prof Aminur Rahim
(University of Fort Hare)
- Brian Ramadiro
(University of Fort Hare)
- Dr Thiven Reddy
(University of the Cape Town)
- Megan Riley
(University of the Cape Town)
- Prof Christian Rogerson
(University of the Witwatersrand)
- Prof Monty Roodt
(Rhodes University)
- Dr Shamiel Salie
(University of the Cape Town)
- Dr Vishwas Satgar
(University of the Witwatersrand)

– Dr Ursula Scheidegger
(University of the Witwatersrand)

– Cassim Seedat
(Durban University of Technology)

– Fatima Seedat
(McGill University)

– Dr Fredrico Settler
(University of the Cape Town)

– Dr Sa'diyya Shaikh
(University of the Cape Town)

– Prof Mala Singh
(Open University)

– Dr Luke Sinwell
(University of Johannesburg)

– Dr Tahir Fuzile Sitoto
(University of KwaZulu-Natal)

– Donato Somma
(University of the Witwatersrand)

– Prof Roger Southhall
(University of the Witwatersrand)

– Dr Jane Starfield
(University of Johannesburg)

– Prof Raymond Suttner
(University of South Africa)

– Prof Leslie Swartz
(Stellenbosch University)

– Dr Pedro Tabensky
(Rhodes University)

- Prof Abdulkadar Tayob
(University of the Cape Town)
- Yasmeen Thandar
(Durban University of Technology)
- Prof Beverly Thaver
(University of the Western Cape)
- Prof Fiona Tregenna
(University of Johannesburg)
- Prof Rehana Vally
(University of Pretoria)
- Salim Vally
(University of Johannesburg)
- JC van der Merwe
(University of the Free State)
- Maria van Driel
(University of the Witwatersrand)
- Prof Robert van Niekerk
(Rhodes University)
- Carina van Rooyen
(University of Johannesburg)
- Prof Shahid Vawda
(University of the Witwatersrand)
- Dr Wilhelm Verwoerd
(Stellenbosch University)
- Prof Shabbir Wadee
(Stellenbosch University)
- Prof Everard Weber
(University of Johannesburg)

– Prof Gerald West
(University of KwaZulu-Natal)

– Dr Hylton White
(University of the Witwatersrand)

– Prof Hein Willemse
(University of Pretoria)

– Dr Clarence Williams
(University of the Western Cape)

– Dr Michelle Williams
(University of the Witwatersrand)

– Ben Winks
(University of Johannesburg)

– Prof Leslie Witz
(University of the Western Cape)

– Prof Tahir Wood
(University of the Western Cape)

– Prof Eric Worby
(University of the Witwatersrand)

– Dr Leo Zeilig
(University of the Witwatersrand)

– Rev Sthembiso Zwane
(University of KwaZulu-Natal)

Les syndicats britanniques votent à l'unanimité pour BDS

Dimanche, 26 septembre 2010 – 15h19

Les syndicats britanniques se sont jetés de tout leur poids dans une campagne de désinvestissement et de boycott des entreprises qui profitent de l'occupation illégale du territoire palestinien par Israël.

Les syndicats ont voté à l'unanimité le 14 septembre 2010 à la conférence annuelle du TUC (Trades Union Congress) une motion présentée par l'Association des équipes de salariés des Transports » (TSSA), appuyé par le GMB, et soutenu par UNSION, le PCS (Public and Commercial Services Union) et le FBU (Fire Brigades Union).

La motion demande que le Conseil général travaille en étroite collaboration avec la campagne Solidarité Palestine pour **encourager activement les affiliés, les employeurs et les fonds de pension à désinvestir et à boycotter les produits des entreprises qui tirent profit des colonies de peuplement illégales, de l'occupation et de la construction du Mur de l'Apartheid.**

Il a condamné le blocus par Israël du territoire palestinien, en particulier la bande de Gaza, et l'agression mortelle de l'armée israélienne contre les navires transportant des fournitures humanitaires d'aide à Gaza en mai. Il a également appelé à la fin immédiate du siège de Gaza ainsi qu'à une enquête indépendante sur l'attaque contre le navire d'aide turc, le Mavi Marmara, qui a tué neuf militants.

Une déclaration distincte du Conseil général demande que le TUC, qui représente 6,5 millions de travailleurs à travers le Royaume-Uni, ait un programme concret d'action en place dès le mois prochain.

Hugh Lanning, président de la PSC, a déclaré : « Cette motion s'appuie sur ce qui s'est passé lors de la conférence de l'an dernier afin de faire campagne pour un boycott des produits provenant des colonies illégales de Cisjordanie. **C'est un énorme pas en avant dans le mouvement vers la justice pour le peuple palestinien et cela reflète de plus en plus la colère du public face à l'agression d'Israël envers les Palestiniens et ceux qui, comme les humanitaires sur la flottille d'aide à Gaza, tentent de les aider. »**

M. Lanning a ajouté : « Les syndicats ont été essentiel pour aider à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud et apporter la liberté aux gens de ce pays. **Le vote d'aujourd'hui montre que les syndicats britanniques sont prêts à se lever de nouveau pour soutenir un peuple opprimé – cette fois les Palestiniens – et les aider à gagner leur liberté. C'est un moment historique pour le mouvement syndical au Royaume-Uni et il peut en être fier. »**

Contact pour les médias : Sarah Colborne

Téléphone : 07971 424 296

Internet : sarah.colborne@palestinecampaign.org

Source :

<http://www.eutopic.lautre.net/coordination/spip.php?article593>

8

Débat européen sur le boycott scientifique et culturel des

institutions israéliennes

L'Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) et le British Committee for the Universities of Palestine (BRICUP) vous invitent (*) à un

Débat européen sur le boycott scientifique et culturel des institutions israéliennes

Samedi 25 Septembre 2010 à 20h à l'[Auditorium de l'INHA](#), 2 rue Vivienne, 75002 Paris (Métro ligne 3 : Bourse ; lignes 7, 14 : Pyramides ; ligne 1 : Palais royal/Musée du Louvre)

avec la participation de:

- John Berger écrivain, critique d'art, scénariste
- Christophe Oberlin Professeur en médecine et Chirurgien à l'Hôpital Bichat à Paris
- Eyal Sivan producteur, réalisateur, essayiste, scénariste
- Un représentant de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israel (PACBI)
 - Robert Boyce Secretary of BRICUP
 - Ivar Ekeland Président de l'AURDIP
 - et diverses délégations européennes

(*) Entrée libre et inscription préalable obligatoire. Pour s'inscrire, envoyez un message avec votre nom, prénom et adresse électronique à aurdip2010@gmail.com

<http://www.aurdip.org/Debat-europeen-sur-le-boycott.html>

Affiche au format jpg

« Boycott de l'intérieur » : Les artistes de théâtre israéliens refusent de jouer en Cisjordanie

Les artistes de théâtre israéliens refusent de jouer en
Cisjordanie

Par RFI

Israël –

Article publié le : dimanche 29 août 2010 – Dernière
modification le : dimanche 29 août 2010

Des acteurs et des dramaturges israéliens ont décidé de refuser de se produire désormais dans les théâtres situés dans les colonies juives de Cisjordanie, suscitant critiques et embarras au sein du gouvernement. Tout a commencé il y a plusieurs jours lorsque des personnalités du monde du théâtre israélien ont décidé de lancer une pétition contre l'ouverture prévue en novembre d'un théâtre national à Ariel, l'une des plus importantes colonies juives de Cisjordanie.

Avec notre correspondant à Jérusalem, Michel Paul

Ils sont 57 acteurs et auteurs de théâtre israéliens et ils ont signé une pétition appelant les directeurs de six compagnies théâtrales du pays à boycotter l'ouverture d'un nouveau théâtre subventionné par l'état, en novembre prochain à Ariel, une des plus grandes agglomérations juives de Cisjordanie.

« Nous refusons de nous produire dans des colonies de peuplement », soulignent les signataires du texte. Ils précisent encore qu'ils ne sont « prêts à jouer qu'à l'intérieur des frontières reconnues par la communauté internationale ».

Parmi eux, le dramaturge Yoshua Sobol et l'acteur Odet Kotler.

Ce dernier explique : « mon contrat avec le théâtre stipule explicitement que je suis obligé de jouer en Israël, et Ariel ne fait pas partie de cet état ».

Les députés arabes de la Knesset approuvent mais lors du Conseil des ministres, le chef du gouvernement, Benjamin Netanyahu, affirmait qu'au moment où dans le monde entier, on essayait de délégitimer Israël, ce boycott venu de l'intérieur était inacceptable.

Plusieurs ministres ont proposé de supprimer les subventions aux compagnies qui n'accepteraient pas de se produire partout, y compris au-delà de la ligne verte.